

# **Discours du budget**

## **2024-2025**

***TERRITOIRES DU NORD-OUEST***

**L'honorable Caroline Wawzonek**  
Ministre des Finances

**Première session de la  
Vingtième Assemblée législative**

**24 mai 2024**



## Introduction

Monsieur le Président, avec ce premier budget de la 20<sup>e</sup> Assemblée législative, nous changeons notre façon de respecter les priorités de façon à être réalistes et responsables, en nous assurant toujours d'être prêts à affronter tout ce que l'avenir nous réserve sur le plan financier.

En février, nous avons publié une stratégie budgétaire gouvernementale pour retrouver la stabilité budgétaire à long terme. Ce budget est le premier pas vers l'assainissement des finances. On retrouve parmi les nouveautés de 2024-2025 une série de changements simples, mais concrets, pour garantir de solides assises financières aujourd'hui, pour aider les Territoires du Nord-Ouest à bâtir l'avenir en concrétisant la vision de l'Assemblée, soit aider les citoyens à vivre, à travailler et à s'épanouir comme bon leur semble, en priorisant le logement, de solides assises économiques, l'accessibilité aux soins de santé, la guérison des traumatismes et la sécurité des résidents et des collectivités. C'est avec une bonne gouvernance et la collaboration des résidents, des gouvernements autochtones et de toutes les collectivités que nous y arriverons.

Les inondations et les feux de forêt qui se sont produits récemment ont mis à rude épreuve notre capacité fiscale, dans un contexte où les dépenses sont toujours supérieures aux revenus. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest doit s'assurer de pouvoir intervenir et offrir son aide en tout temps lors des situations d'urgence. Cette responsabilité incombe aux leaders aujourd'hui et non à nos enfants qui prendront le flambeau demain. Nous devons faire des choix responsables pour que les générations futures aient un Nord sain et sécuritaire.

À l'échelle pangouvernementale, nous devons mettre en œuvre les priorités établies par l'Assemblée. Bien souvent, nous pouvons le faire en utilisant les budgets et postes ministériels existants plutôt qu'en engageant des dépenses ou en embauchant des fonctionnaires. Donc le présent budget n'est pas symbolique; il est pratique et réaliste, et vise à réduire nos dépenses globales en 2024-2025 pour atteindre les cibles fixées afin de retrouver l'équilibre et d'accroître notre capacité fiscale à faire face aux imprévus. Dans mon discours, je survolerai notre situation économique et financière, j'expliquerai ce que nous avons fait pour solidifier notre responsabilité financière, et je parlerai de ce qui a été entrepris cette année pour concrétiser le mandat du gouvernement.

Globalement, nous déposons un budget de 2,2 milliards de dollars représentant les choix difficiles faits pour atteindre les cibles prévues dans la stratégie budgétaire gouvernementale. Nous ne réaliserons pas pleinement les économies cibles de 150 millions de dollars cette année, car nous n'avons jamais eu l'intention de déposer un budget spartiate ou de faire des compressions juste pour réduire les dépenses. Les économies devront se poursuivre en 2025-2026. Le budget de cette année met l'accent sur la valeur et l'efficacité, pas seulement les réductions, sans perdre de vue la réalisation des priorités fixées par l'Assemblée. Nous avons diminué le financement de certains programmes, et dans beaucoup

de cas, transféré les économies réalisées ailleurs pour concrétiser ces priorités plus rapidement et plus judicieusement.

## **Bilan de l'économie**

Monsieur le Président, la limitation de nos dépenses ne détourne pas notre attention des défis et débouchés économiques du territoire, ni du rôle du gouvernement dans l'assurance de solides assises économiques, ce qui est prioritaire pour l'Assemblée. Encore une fois, le gouvernement a un rôle à jouer dans l'assurance de solides assises économiques, tout comme chaque résident, entreprise, autre gouvernement et organisme sans but lucratif.

Le potentiel économique du territoire est énorme.

Nous savons tous que l'économie subira un changement important bientôt, avec la fermeture de l'une de nos mines de diamants de classe mondiale prévue dans moins de deux ans. Les répercussions sur l'économie seront notables. En effet, ces mines sont au cœur de maintes relations économiques à l'échelle du territoire. Notre réaction à cette première fermeture est un sujet de discussion important. Cette fermeture doit être un appel à l'action, une stimulation des efforts collectifs pour avoir de solides assises économiques.

À l'ouverture de ces mines il y a environ 25 ans, on parlait surtout de formation et de renforcement des capacités. Et pourtant, nous composons toujours avec une main-d'œuvre locale statistiquement à temps plein, même si certaines collectivités ont un taux de chômage élevé, et avec des débouchés qui continuent à nous échapper ou à nous filer entre les doigts en raison du manque d'effectif pour soutenir la croissance du secteur. Mais ce ne sont pas les occasions qui manquent.

La fermeture imminente d'une importante mine de diamants est préoccupante, certes, mais les deux autres mines ont conclu des ententes socioéconomiques fixant des cibles d'embauche de Ténos qu'elles peinent à respecter. Donc les autres mines devraient être en mesure d'accueillir les travailleurs ténos.

Autre bonne nouvelle : les Territoires du Nord-Ouest regorgent de gisements minéraux retenant l'attention, puisque le monde entier recherche de nouvelles technologies pour déduire les émissions de gaz à effet de serre, technologies qui nécessitent des minéraux et métaux critiques. L'exploration minière sur le territoire s'intensifie chaque année depuis la pandémie, et les investissements en 2023 ont été les plus élevés en 15 ans. Selon l'enquête menée sur les intentions d'exploration, on prévoit que les dépenses de 2024 dépasseront celles de 2023. Nous devons préparer la main-d'œuvre, améliorer les corridors énergétiques et de transport, et consolider nos relations commerciales pour transformer l'exploration en production.

Certains des projets de restauration entrepris aux Territoires du Nord-Ouest comptent parmi les plus importants de l'histoire du pays. Sans compter les projets d'infrastructure édificateurs de la nation en transport et en énergie, et les débouchés qui se présentent dans divers secteurs économiques.

Pour avoir de solides assises économiques, il faut une économie diversifiée afin de réduire les risques qu'entraînent les événements indépendants de notre volonté. Nous voulons un territoire où les gens sont soutenus dans leur façon de vivre et de travailler, et ce budget répond à l'appel à respecter notre rôle et nos responsabilités, par exemple en éliminant certaines formalités administratives, en ayant des processus transparents pour l'accès aux terres, en formant la main-d'œuvre actuelle et future, en bonifiant l'offre de logements et en offrant des soins de santé suffisants pour assurer la productivité de la main-d'œuvre. Nous renforcerons notre approche collaborative pour le développement économique, notamment en travaillant avec les gouvernements autochtones à l'aménagement du territoire et avec les partenaires communautaires aux plans économiques régionaux pour que les résidents, les entreprises et le secteur puissent trouver des débouchés dans les domaines en demande et créer des emplois gratifiants.

Grâce à l'Initiative de renouvellement du gouvernement et à un respect plus strict du nouveau *Cadre stratégique de la politique macroéconomique*, nous pouvons nous assurer d'utiliser les fonds publics le plus efficacement possible, y compris soutenir l'entrepreneuriat et la prise de risque dans le secteur privé.

Le marché de l'emploi des Territoires du Nord-Ouest profite déjà d'un faible taux de chômage et d'un nombre élevé de postes vacants. Le budget du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation finance le plan d'action *Des compétences pour réussir 2021-2025* et devrait permettre la création de 75 places en garderie chaque année afin d'accroître l'offre en milieu de garde agréé et de donner à plus de parents la possibilité de faire partie de la population active.

La pandémie est maintenant chose du passé pour le secteur du tourisme, puisque le nombre d'entreprises touristiques et le nombre de déplacements en aéronef sont revenus aux niveaux pré-pandémiques. Grâce à l'aide du gouvernement, le secteur de la pêche commerciale semble bien positionné pour croître, en raison de la stratégie de revitalisation, des prix plus élevés et de l'augmentation des activités de pêche commerciale en 2023.

Le revenu disponible des ménages ténois demeure au premier rang au pays, et le taux d'épargne des ménages reste plus élevé que dans les provinces du Canada. De récents investissements en immobilisations ont revitalisé le parc d'infrastructures, tous secteurs confondus, et permis d'améliorer les infrastructures énergétiques, les établissements de santé, les travaux et services publics, et les infrastructures de transport. Ces forces économiques s'appuieront sur un gouvernement territorial financièrement viable qui donne à la population et aux entreprises la confiance d'investir ici, aux Territoires du Nord-Ouest.

Bref, le territoire conserve des assises économiques solides sur lesquelles s'appuyer. Les revenus, les économies et les investissements essentiels à la viabilité et à la prospérité économiques sont bel et bien là. Les Territoires du Nord-Ouest sont un endroit où il fait bon vivre, et grâce à la résilience et à la créativité des résidents et des entreprises, nous pourrions tirer profit des débouchés. Cependant, le gouvernement doit faire le ménage dans ses finances et garder une saine situation budgétaire pour demeurer un partenaire économique fiable pouvant offrir des programmes de qualité et investir dans l'infrastructure.

## Résumé de la situation budgétaire

Monsieur le Président, le gouvernement a des ressources financières, mais nous ne voulons pas nous servir des recettes publiques pour payer 30 millions de dollars annuellement au service de la dette. Notre budget repose sur le principe fondamental que nous n'empruntons pas pour financer les programmes et services offerts en laissant les contribuables de demain rembourser. C'est pourquoi la Politique de responsabilité financière précise que nous emprunterons uniquement en vue d'investissements qui bénéficieront aux générations futures et jamais pour le budget de fonctionnement.

Dans ce budget, nous projetons un excédent de fonctionnement de 294 millions de dollars pour 2024-2025, ce qui comprend 110 millions de dollars en aide fédérale de secours en cas de catastrophe pour couvrir les coûts des inondations et incendies survenus récemment. Cet excédent est le plus important en 25 ans; toutefois, pour réussir à assainir nos finances à long terme, il servira à financer le plan d'immobilisations 2024-2025 de 268 millions de dollars et à commencer à rembourser notre dette. Donc lorsque des besoins surviendront ou que des débouchés se présenteront durant l'exercice, nous demanderons d'abord aux ministères de trouver les fonds à même leurs budgets plutôt que de demander de l'argent neuf. Les ministères doivent aussi déterminer minutieusement ce dont ils peuvent se passer. Autrement dit, on leur demande de budgéter à même ce qu'ils ont déjà.

Notre revenu devrait augmenter de 2 % comparativement à 2023-2024, pour atteindre 2,6 milliards de dollars. Conformément à notre stratégie budgétaire, nous maintenons la hausse des dépenses ministérielles inférieure à celle des recettes. Le budget de fonctionnement 2024-2025 s'élève à 2,2 milliards de dollars, soit seulement 24 millions de dollars de plus que l'année dernière, donc en hausse de 1 %. Combinés, les budgets de fonctionnement et d'immobilisations représenteront près de 2,6 milliards de dollars.

Cette année, nous proposons une enveloppe de 7,7 millions de dollars pour les initiatives, ce y compris 3,1 millions pour les initiatives commencées à la session précédente de l'Assemblée.

Sans répétition des dépenses-chocs de l'année dernière, l'excédent de fonctionnement prévu pour 2024-2025 financera l'intégralité du plan d'immobilisations de cette année, et nous prévoyons réduire les emprunts à court terme de 34 millions de dollars d'ici le 31 mars 2025. Mais ce n'est pas tout. Nous restons déterminés à réduire de 150 millions de dollars notre dette à court terme d'ici la fin de la session de l'Assemblée. Le budget 2024-2025 dépasse les directives de la *Politique de responsabilité financière*, donc notre niveau d'endettement est raisonnable et inférieur au plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral.

Au moment d'amorcer les démarches vers la viabilité financière, nous avons demandé aux ministères d'évaluer et de classer leurs programmes exigés par la loi, de sécurité publique et essentiels à la réalisation de leur mandat. Nous leur avons aussi demandé qui profite de ces programmes et si ceux-ci sont liés aux priorités de l'Assemblée. Suivant cet exercice, nous avons accepté une somme de 100 millions de dollars en majoration des recettes et en ajustement des dépenses pour le présent budget.

Monsieur le Président, le budget 2024-2025 démontre notre volonté d'assainir nos finances en utilisant les ressources efficacement, pour les politiques et programmes visant l'atteinte des objectifs fixés par l'Assemblée. Nous mettrons l'accent sur la gestion de la croissance des dépenses et, maintenant plus que jamais, sur le renforcement de la transformation culturelle entamée avec l'Initiative de renouvellement du gouvernement pour optimiser chaque dollar investi dans la prestation des programmes et services.

Une gestion des dépenses non judicieuse peut influencer sur la prestation des programmes et services à venir. C'est pourquoi nous proposons d'injecter 42 millions de dollars de plus pour couvrir la hausse des coûts des programmes.

Les principales tensions sur les coûts à éliminer avec la stratégie budgétaire sont associées aux facteurs de dépenses en santé et aux faibles niveaux d'eau, qui posent pour la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest et le Service de transport maritime.

Dans la prochaine année, nous combinerons nos efforts pour que les dépenses en santé respectent le budget. Ces dépenses représentent le tiers de notre budget de fonctionnement et exigent invariablement du financement complémentaire en cours d'année. Uniquement en 2023-2024, les dépenses en santé devraient dépasser de 64 millions de dollars le montant budgété. Nous proposons d'injecter 37 millions de dollars dans le budget 2024-2025 du ministère de la Santé et des Services sociaux pour refléter les besoins additionnels ciblés dans la dernière année et rajuster le budget afin de stabiliser les services de santé.

Nous atténuons le coût élevé de la vie avec une enveloppe de 30 millions de dollars pour assurer la stabilité des tarifs d'électricité. En tant qu'organisme de service public réglementé, la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest peut difficilement éviter de faire payer aux utilisateurs les coûts accrus découlant d'un niveau d'eau exceptionnellement bas. C'est pourquoi le gouvernement aidera à combler l'écart. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres justifiant la nécessité de conserver notre capacité fiscale si nous voulons aider la population lors d'événements extrêmes ou sans précédent.

Si nous gérons la hausse des dépenses, nous aurons aussi les ressources pour respecter les priorités gouvernementales. Cette année, les dépenses de fonctionnement sont réduites de 156 millions de dollars, ce qui comprend les économies de 48 millions de dollars réalisées grâce à la stratégie budgétaire. Ces économies sont contrebalancées par l'injection de 168 millions de dollars pour améliorer et ajuster les programmes. Puisque la majorité des hausses des programmes reflètent les coûts de rétablissement après les inondations et les incendies, ces dépenses seront éliminées dans les prochaines années.

Dans les dernières années, la croissance a été beaucoup plus marquée dans la fonction publique que dans le secteur privé. Cela entraîne non seulement une hausse importante des dépenses publiques, mais aussi des répercussions sur la disponibilité de la main-d'œuvre au privé. Nous devons examiner attentivement cette croissance. Cela dit, les programmes et services que nous prévoyons offrir d'un bout à l'autre du territoire dépendent d'une fonction publique forte. Par conséquent, tous les efforts de viabilité financière envisageant l'élimination de postes visent d'abord les postes vacants et l'attrition. Le gouvernement est

pleinement déterminé à retenir en poste les employés touchés, et tout sera mis en œuvre pour les garder dans la fonction publique. Nous y sommes arrivés de façon très efficace par le passé, et nous avons confiance de pouvoir obtenir des résultats similaires cette fois-ci. La fonction publique est notre plus grande richesse, et nous continuerons de veiller à ce que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest demeure un lieu de travail accueillant et intéressant.

Comme il a été mentionné, les mesures proposées dans ce budget pour assurer la viabilité financière ne suffiront pas à réaliser la stratégie budgétaire établie. Nous avons délibérément choisi de ne pas imposer la neutralité immédiate des coûts dans la prestation des programmes et services, particulièrement en santé, car nous sommes réalistes quant aux difficultés que présente un examen exhaustif des dépenses. Nous sommes cependant déterminés à accomplir cette tâche en cherchant des gains d'efficacité, en évitant les chevauchements et en réaffectant les ressources de ce qui ne fonctionne pas à ce qui génère de la valeur.

## **Valoriser les ressources**

Monsieur le Président, je suis fière que ce budget ne porte pas sur nos dépenses supérieures, mais plutôt sur notre façon plus judicieuse d'utiliser les fonds publics. Les ministères réalisent des économies et offrent des services novateurs en respectant leurs budgets.

Nous injectons actuellement des millions de dollars dans le fonctionnement du Centre correctionnel de Fort Smith, qui peut accueillir 21 détenus, mais n'en compte en moyenne que 10. Si nous prévoyons fermer ce complexe, nous ne tournons pas pour autant le dos à un bien de grande valeur et à du personnel compétent. Dans les prochains mois, le gouvernement évaluera comment convertir ce bâtiment en centre de mieux-être, une opération qui nécessitera peut-être d'investir dans des rénovations, sans lesquelles nous nous retrouverons à investir de l'argent d'une manière qui n'est ni efficace ni rentable. C'est un exemple d'établissement de liens entre utilisation inefficace de fonds publics et besoins reflétant les priorités de l'Assemblée. Le ministère de la Justice, en collaboration avec d'autres ministères, commencera ce travail immédiatement, et nous rechercherons d'autres occasions de convertir l'infrastructure existante pour mieux répondre aux besoins des Ténos.

Le ministère de la Justice se sert par ailleurs de la technologie pour améliorer les services de police, économiser et réduire les risques. Par exemple, il réalisera son projet d'instaurer dans 19 détachements de la GRC des fonctionnalités d'audiences de remise en liberté en ligne. Les membres de la GRC pourront donc passer plus de temps dans leur collectivité d'origine et utiliser plus efficacement leur temps et les ressources.

Grâce au ministère des Finances, notre utilisation de la technologie nous permet d'économiser près de 700 000 \$ chaque année par la modernisation du système téléphonique, la simplification de l'équipement et des logiciels de vidéoconférence en optant pour des choix moins coûteux, et en utilisant les logiciels d'autres ministères. Le Centre de

géomatique des TNO, qui relève du ministère des Finances, travaille avec d'autres ministères et des collectivités pour fournir des données sur les inondations, des données géospatiales pour l'aménagement du territoire et des outils opérationnels pour la gestion des situations d'urgence et les interventions.

Monsieur le Président, nous serons le premier gouvernement au pays à s'associer à l'équipe du Programme d'apprentissage en TI du gouvernement du Canada pour les personnes autochtones, et le ministère des Finances conclura un protocole d'entente avec Emploi et Développement social Canada pour permettre aux candidats autochtones de participer à partir de leur collectivité et de décrocher des emplois stimulants au gouvernement, tout en profitant des ressources de formation et de soutien offertes par ce programme fédéral.

Les pharmacothérapies et leur coût unitaire sont des facteurs de dépenses considérables, et le ministère de la Santé et des Services sociaux travaille avec ses homologues de tout le pays pour conclure des ententes relatives aux listes de produits avec les fabricants de médicaments en vue de remises aux termes du régime d'assurance-maladie complémentaire. Cette approche a été efficace pour réaliser des économies, et dans la dernière année, le ministère a conclu plusieurs ententes pour des médicaments utilisés en chimiothérapie, nous donnant accès à moindre coût à la plupart des médicaments utilisés pour les traitements. Comme les pharmacothérapies ne cessent d'évoluer et que de nouveaux médicaments font régulièrement leur apparition sur le marché, ces efforts nous aident à répondre à la demande croissante. Le ministère de la Santé et des Services sociaux cherchera à conclure des ententes pour d'autres traitements et services cette année.

Durant ce budget, le ministère de l'Environnement et du Changement climatique a réussi à financer des programmes et projets novateurs sans avoir à demander plus d'argent, grâce à l'obtention de 20 millions de dollars du fédéral. La plupart des ententes sont pluriannuelles et serviront pour des programmes en lien avec la faune, la conservation, la prévention et l'atténuation des feux de forêt, la gestion des urgences, le changement climatique et les eaux. Conjointement avec le ministère des Finances et le ministère des Affaires municipales et communautaires, le ministère de l'Environnement et du Changement climatique met en place le Système d'optimisation du régime foncier, une base de données intégrée servant à la prestation de services fiscaux de même que de services associés aux régimes fonciers et à l'évaluation foncière, afin de réduire le fardeau administratif des clients. Le ministère optimisera aussi sa récente fusion pour réaliser des gains d'efficacité.

Le ministère de l'Exécutif et des Affaires autochtones et le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation sont déterminés à promouvoir la prestation de services intégrée pour améliorer la coordination et la circulation de l'information entre les différentes équipes s'occupant de l'itinérance, de la lutte contre la pauvreté, de la réduction de l'abus d'alcool et de l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Le ministère des Affaires municipales et communautaires a trouvé des ressources à même son budget pour créer un programme d'évaluateur foncier débutant afin d'encourager les personnes intéressées par le métier à intégrer le marché du travail et à apprendre sur le terrain. D'ici 2027-2028, il souhaite pourvoir trois postes d'évaluateurs fonciers débutants,

dont les titulaires contribueront à l'évaluation exacte des propriétés à des fins d'impôt foncier.

## **Des échanges avec le public et le personnel aux actes**

Je tiens à remercier spécialement les plus de 900 fonctionnaires qui ont fait plus de 1 800 suggestions pour optimiser l'utilisation des fonds publics. Nous en appliquons déjà beaucoup dans ce budget.

Par exemple, nous intégrerons la politique d'immigration au ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, ce qui améliorera l'accessibilité au Programme des candidats des Territoires du Nord-Ouest. Les divers programmes soutenant les arts seront intégrés au ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement. Ces deux mesures regroupent les services gouvernementaux sous un seul ministère pour un point de contact unique, plutôt que de les disperser entre différents ministères, ce qui devrait améliorer le service à la clientèle. De même, beaucoup de personnes ont suggéré d'évaluer l'aide fournie aux entreprises et aux organismes sans but lucratif pour assurer son uniformité. Le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement donnera suite à ces suggestions en centralisant le soutien aux entreprises. Le ministère de l'Exécutif et des Affaires autochtones dirigera la rationalisation du financement des organismes sans but lucratif pour que les groupes d'utilisateurs y aient facilement accès, et facilitera la production de rapports par souci de transparence.

Autre exemple : la fusion du Centre des services technologiques du ministère de l'Infrastructure avec les Services à la clientèle des Services partagés des systèmes d'information du ministère des Finances. Ce regroupement d'employés évoluant dans des sphères similaires devrait stimuler la productivité et améliorer la prestation des programmes.

À la suggestion des employés, nous examinerons aussi notre parc d'actifs, particulièrement les baux et les véhicules, pour maximiser l'utilisation de nos ressources à l'échelle du gouvernement durant le présent exercice. Nous évaluerons entre autres les locaux loués pour en maximiser l'utilisation, réduire notre empreinte globale, et ultimement, diminuer les coûts. En parallèle, nous évaluerons si la Politique sur le télétravail est efficace à la productivité et au moral des employés, puisque le changement du lieu de travail doit permettre la souplesse. Nous tracerons un chemin vers la gestion centralisée du parc de véhicules. Cela prendra du temps et engendrera probablement des coûts de mise en œuvre, mais ce mode de gestion remplacera ultimement une approche inefficace et coûteuse, car les véhicules sont sous-utilisés et nous ne réalisons que de faibles économies d'échelle en matière d'approvisionnement.

Encore une fois, rien de révolutionnaire ici, mais nous sommes déterminés à écouter les prestataires des programmes et services et à rendre les programmes et services mieux adaptés et plus efficaces pour atteindre les objectifs de l'Assemblée, sans argent neuf.

## Points saillants des ministères

Il ne fait nul doute que nous mettons un frein à la croissance des dépenses, mais la bonne nouvelle, c'est que nous sommes confiants que la gestion à venir des dépenses justifiera l'injection de 4,6 millions de dollars supplémentaires en 2024-2025.

Les dépenses ajoutées dans le présent budget reflètent le mandat du gouvernement, soit concrétiser les priorités fixées par la 20<sup>e</sup> Assemblée. Nous proposons de majorer de 793 000 \$ le soutien à la transition vers une économie verte par l'affectation de ressources au Plan d'action énergétique et à la constitution d'un réseau de bornes de recharge rapides pour les véhicules électriques.

Le gouvernement poursuit le travail collaboratif pour achever les règlements d'application de la *Loi sur les ressources minérales* avec une somme de 393 000 \$ afin de rendre la loi en vigueur. Nous collaborons avec le Conseil intergouvernemental pour que les règlements en production soient exhaustifs, et à cette fin, nous sollicitons la participation des gouvernements autochtones.

Nous voulons miser sur le succès du territoire comme destination pour les cinéastes qui veulent répondre à la demande mondiale toujours plus grande en contenu vidéo et médiatique mettant en valeur la nature et la beauté des Territoires du Nord-Ouest. Nous proposons d'injecter 529 000 \$ dans le Programme de remises pour le cinéma de la Stratégie sur l'industrie du cinéma et des médias aux TNO. Ce programme aide à payer les coûts de production élevés et finance le Bureau du cinéma des TNO. Depuis 2015, chaque dollar investi dans le Programme s'est traduit en près de neuf dollars utilisés sur le territoire pour une production.

Dans ce budget, nous proposons aussi de verser un million de dollars additionnel à Habitation TNO afin de poursuivre l'entente de partage des coûts au titre de l'Allocation pour le logement Canada-TNO, qui contribue à l'abordabilité des logements locatifs pour les ménages à faible revenu. Nous prévoyons faire de même pour deux autres années et dégager 9,6 millions de dollars en fonds fédéraux et territoriaux sur trois ans pour garder les logements abordables pour les Ténois.

Le logement est aussi essentiel à la réussite des programmes de traitement des dépendances. Nous proposons d'injecter 1,6 million de dollars dans le Programme de logements de transition destinés au rétablissement des dépendances, qui est administré par le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de l'Infrastructure, en partenariat avec Habitation TNO. Ce programme devrait avoir cette année des ramifications à Yellowknife et à Inuvik, fruit d'une collaboration avec des organismes sans but lucratif, pour que des logements soient offerts aux personnes ayant suivi un traitement, logements sécuritaires et supervisés en vue de la poursuite du parcours vers la santé et le mieux-être.

Ces sommes additionnelles complètent un budget de fonctionnement de plus de 121 millions de dollars pour Habitation TNO. Cependant, nous savons qu'aucune entité ou aucun gouvernement ne peut résoudre la crise du logement seul. Par conséquent, Habitation TNO

concentre son énergie sur les divers niveaux de partenariats requis pour assurer le financement nécessaire et la coordination entre les gouvernements de tous les aspects du continuum du logement sans chevauchement inutile. Par exemple, Habitation TNO a signé quatre ententes avec des gouvernements autochtones, non seulement pour montrer notre engagement à travailler avec chacun, mais aussi pour relever les axes prioritaires de travail avec eux. Autre exemple : un partenariat avec Habitat pour l'humanité permettra plus de dix constructions d'ici 2028; ce modèle est d'ailleurs instauré dans de plus en plus de collectivités.

Avec une approche financière ciblée, chaque ministère peut orienter son travail de base vers les priorités communes sans avoir à demander de l'argent neuf. Le logement est un excellent exemple. Le ministère de l'Exécutif et des Affaires autochtones contribue à l'application de la Stratégie en matière d'itinérance, le ministère de l'Environnement et du Changement climatique favorise l'accès aux terrains pour la construction domiciliaire, et le ministère des Affaires municipales et communautaires soutient l'aménagement du territoire en vue de la construction domiciliaire. De son côté, le ministère des Finances évalue les besoins du marché locatif au moyen de ses ressources internes pour fournir des données territoriales sur le type et la taille des résidences requises pour répondre aux besoins de tous les résidents des Territoires du Nord-Ouest. L'évaluation reposera sur un modèle utilisé ailleurs, qui mettra de l'avant la stratégie de participation du gouvernement fédéral et notre travail avec les organismes partenaires pour répondre aux divers besoins du continuum du logement dans le territoire.

Dans ce budget, nous proposons, en appui à la priorité consistant à assurer la sécurité des résidents et des collectivités, de majorer de 815 000 \$ l'enveloppe pour la sécurité publique afin d'avoir plus de personnel de relève au service 9-1-1 et de spécialistes dans les domaines à haut risque, notamment la gestion des urgences. Ces postes contribueront directement à informer les résidents et les collectivités en cas de situation d'urgence, et assureront qu'il y a assez de personnel pour répondre aux appels d'urgence.

De plus, ce budget prévoit des fonds pour améliorer la capacité de la GRC à assurer la sécurité publique. Nous proposons de créer une unité territoriale de réduction de la criminalité pour 1,3 million de dollars, unité qui servira l'ensemble du territoire avec des ressources spécialisées en enquête et en application proactive de la loi pour interrompre l'approvisionnement en drogues illicites et améliorer l'application de la loi aux réseaux criminels. Nous proposons d'ajouter 372 000 \$ à ce budget et 744 000 \$ par année par la suite pour améliorer la capacité de l'équipe responsable de l'intervention en cas d'urgence de la GRC, qui se compose d'agents ayant suivi une formation avancée et utilisant de l'équipement spécialisé. Ces agents contribueront à la rectification des situations dangereuses. Ce budget prévoit également l'ajout de quatre postes d'agents sur le territoire au titre du Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits, ainsi que l'ajout de deux postes d'agents des services généraux au détachement de Fort Providence.

## **Regard vers l'avenir**

Tout de suite après le dépôt de ce budget, les ministères commenceront à élaborer leur budget de l'année suivante de même que leur budget d'immobilisations 2025-2026 cet automne. La deuxième année de la présente Assemblée nécessitera d'en faire plus pour assainir notre situation financière. Nous poursuivrons les efforts en ce sens et favoriserons une culture d'évaluation continue qui nous donnera la certitude que nous optimisons chaque dollar investi.

## **Conclusion**

Monsieur le Président, il faut de l'imagination pour répondre à notre besoin de viabilité financière tout en respectant nos responsabilités. Il ne fait aucun doute que l'union fait la force et que tous les Ténos peuvent se serrer les coudes, quels que soient les défis auxquels ils sont confrontés.

La réponse de la fonction publique à l'appel au changement est tout ce dont nous avons besoin pour savoir que nous sommes créatifs, déterminés à accueillir le changement et à nous améliorer en continu.

Je tiens à remercier tous les députés de l'Assemblée pour le travail accompli en vue d'établir des priorités cibles claires, et pour toutes les discussions tenues jusqu'à présent sur ce budget et les étapes nécessaires à la réalisation des priorités. Je tiens aussi à remercier les résidents, les gouvernements, les organismes et la fonction publique pour leurs correspondances et discussions; toutes ces personnes et entités ont contribué à établir un budget financièrement responsable.

Monsieur le Président, nous avons jeté les bases du changement. Nous devons nous assurer que les Territoires du Nord-Ouest se positionnent pour tirer profit des débouchés tout en continuant de miser sur nos réussites. Des politiques et stratégies financières nous permettant de gérer efficacement la dette et les risques, et assurant la longévité de nos programmes, sont au cœur du travail accompli. Nous sommes déterminés à bien faire les choses, à nouer des liens positifs, à tirer profit de nos avantages économiques et à saisir les occasions qui se présentent.

Merci, Monsieur le Président.